

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LE CHAMP EOLIEN DES ROCHERS

425 rue Henri Barbusse
78370 Plaisir

Références : VI 12/04/2024 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010011956

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2024 dans l'établissement LE CHAMP EOLIEN DES ROCHERS implanté ZI Les Rochers 36500 Saint-Genou. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE CHAMP EOLIEN DES ROCHERS
- ZI Les Rochers 36500 Saint-Genou

- Code AIOT : 0010011956
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité relève du régime de l'autorisation sous la rubrique 2980-1 « Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres ».

En application de l'article 1er de l'arrêté du 26 août 2011, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980, l'activité du site est encadrée par les prescriptions de l'article 22 et des articles des sections 4 et 6 de l'arrêté susvisé.

Le parc éolien « Les Champs du Rocher » comprend 6 aérogénérateurs (E1 à E6) et 1 poste de livraison électrique qui est implanté au pied de l'éolienne E5.

Le parc a fait l'objet dernièrement d'un arrêté préfectorale en date du 26/04/2023 prescrivant des dispositions relatives au plan de fonctionnement des aérogénérateurs lié à la protection des chiroptères.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Données biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	accès aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
5	formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
6	intérieur aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
7	tests arrêts et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
8	contrôles brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	Sans objet
9	systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	Sans objet
10	consfgnes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
11	Autre mesure liée à lapreservation de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 26/04/2023, article 3	Sans objet
12	moyens	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'alerte	article 23	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Pas d'écart constaté, l'inspection des installations classées a constaté que les accès aux 6 éoliennes et au poste de livraison électrique sont entretenus carrossables au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Données biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :
Pas d'écart constaté, l'exploitant a procédé au dépôt dans la plateforme DEPOBIO les données collectées lors du suivi environnemental. le certificat de dépôt est en date du 23/12/2020. L'exploitant précise que dans le futur projet de Repowering de ce parc , une étude sera lancée et les données de biodiversité seront transmises dans l'application DEPOBIO.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : accès aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée :
Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats :
Pas d'écart constaté, l'inspection des installations classées constate que les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs et que les machines et PDL (poste de livraison) sont fermés à clé afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. Les machines sont équipés d'un QR code pour signaler à l'exploitant chaque entrée d'intervenant dans les machines (voir photo annexée pour E6).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : prescriptions tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée :
Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

<ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté, l'inspection a constaté que les prescriptions sont affichées à proximité du mât de chaque aérogénérateur sur leur chemin d'accès. L'affichage mis en place à pour objectif d'informer les tiers vis-à-vis des dangers, notamment de chute de glace depuis les pales, il est en adéquation avec les enjeux du site. (Voir photo annexée)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : formation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>« La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté, au vu du registre Exercice - accident de la société EXUS rédigé par M. Pouille, l'exploitant a réalisé un exercice pour son personnel le 04/12/2023 avec comme scénario une situation d'urgence pour accident de personne. Le retour d'expérience réalisé par la société EXUS leur permet de conclure que :</p> <p>"Le personnel connaît les procédures d'urgences et met en œuvre les actions dans l'ordre attendu Le personnel est en capacité d'utiliser le rescue kit et simuler une évacuation en urgence "</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : intérieur aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Pas d'écart constaté, l'inspection des installations classées a constaté par sondage pour les éoliennes E6 et E5 du site que l'intérieur des aérogénérateurs est maintenu propre sans entreposage de matériaux combustibles ou inflammables
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : tests arrêts et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Pas d'écart constaté, l'inspection a constaté, par sondage des éoliennes E6 et E5 du parc, que l'exploitant a fait réaliser par la société VESTAS le 29/01/2023, la vérification de l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt d'urgence en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. L'exploitant a fourni les rapports VESTAS n°60930210 et n°60930205 des éoliennes respectivement E6 et E5 justifiant de cet état de fait. Ces rapports ne relèvent aucune anomalie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : contrôles brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Pas d'écart constaté, l'inspection a constaté par sondage pour les éoliennes E6 et E5, que le contrôle des brides de fixations a bien été réalisés. L'exploitant a transmis à l'inspection les deux rapport VESTAS en date du 30/01/2022 référence n°59454590 pour E6 et n°59454584 pour E5 formalisant les contrôles effectués pour l'ensemble des brides et notamment celles de fixations et de fixation des pâles. La société VESTAS na pas relevé d'anomalie sur cette thématique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Pas d'écart constaté , l'inspection toujours par sondage pour les éoliennes E6 et E5 a constaté que l'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. La liste des SIS est détaillée avec notamment les contrôles UPS, le bon fonctionnement de l'onduleur et le contrôle du bon fonctionnement du système d'orientation

des pales. Ces vérifications ont été effectuées par la société VESTAS qui n'a pas relevé d'anomalie. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention de la société VESTAS pour l'éolienne E6 n°60930210 et le rapport VESTAS n°60930205 pour l'éolienne E5 confirmant cet état de fait.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance [...] Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : Pas d'écart constaté, la société EXUS a transmis à l'inspection des installations classées le support interne aux consignes de mise en sécurité des installations en date du 23/09/2022 à destination de son personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance répondant ainsi aux prescriptions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Autre mesure liée à la préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : L'exploitant établit une procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées menacées (en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou d'une mortalité massive d'espèces protégées (chauves-souris ou oiseaux) prévoyant notamment: - la démarche à appliquer pour récupérer et transporter les cadavres;

<ul style="list-style-type: none"> - l'analyse des causes de la mortalité; - l'information des l'inspection des installations classées. <p>Cette procédure est communiquée au personnel intervenant sur le site</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté, l'inspection par sondage pour les éolienne E6 et E5 a constaté la présence d'une procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées menacées ou d'une mortalité massive d'espèces protégées dans les deux machines. (voir Photos annexées)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : moyens d'alerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en oeuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté, l'exploitant, en cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, est en mesure :- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</p> <p>Toutes ces informations sont enregistrées via l'application SCADA.</p> <p>En cas de perte de contact avec la machine, cela déclenche une alarme qui après formalisation de l'incident peut amener l'exploitant à transporter un personnel sur le site. La garantie de cette intervention est encadrée par un contrat de Maintenance / Astreinte avec la société VINCI Facilities en date du 08/07/2021 et renouvelable par tacite reconduction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>

